Strasbourg, 20 novembre 2020 T-PD(2020)40RAPAbr

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES
À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

(Convention 108)

40e réunion plénière

Strasbourg, 20 novembre 2020
par visioconférence

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale des Droits de l'homme et de l'État de droit

1. Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatique des données à caractère personnel (STE n° 108, ci-après la « Convention 108 »), établi en vertu de l'article 18 de la Convention 108, a tenu sa 40e réunion plénière[1] par visioconférence du 18 au 20 novembre 2020, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie) le 18 novembre au matin et de Mme Tamar Kaldani (première Vice-présidente, Géorgie) durant le reste de la réunion.

L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Comité, et la liste des participants figurent aux annexes I et II.

2. Le Comité :

2.1. a pris note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité (voir annexe III) ;

2.2. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur l'état des **signatures et ratifications** du Protocole d'amendement à la Convention n° 108 (STCE n° 223, ci-après la « Convention 108+ »), à savoir :

a) les 33 États signataires et les neuf États ayant ratifié la Convention 108+ (Bulgarie le 10 décembre 2019, Croatie le 18 décembre 2019, Lituanie le 23 janvier 2020, Serbie le 26 mai 2020, Pologne le 10 juin 2020, Île Maurice – premier État partie africain à ratifier la Convention 108+ – le 4 septembre 2020, Estonie le 17 septembre 2020, Chypre le 21 septembre 2020, et Malte le 2 novembre 2020). Cinq États parties (Bulgarie, Chypre, Estonie, Lituanie et Norvège) ont conformément à l'article 37.3 du Protocole d'amendement déclaré l'application de la Convention 108+ à titre provisoire dans l'attente de son entrée en vigueur ;
b) l'exercice à venir de suivi de l'état des signatures et ratifications, effectué par les Délégués des Ministres et leur Groupe de Rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J), en application de la décision adoptée à la Session ministérielle d'Elseneur qui s'est tenue les 18 et 19 mai 2018 (CM/Del/Dec(2018)128/5) ;

2.3 a pris note des informations communiquées par Mme Cécile de Terwangne sur le **mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+**, a tenu un échange de vues avec l'experte au sujet des modifications proposées aux projets de documents (T-PD(2018)20rev6, T-PD(2018)21rev6) et a chargé le Bureau de poursuivre la finalisation des documents, en étroite coordination avec le groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et de suivi mené par le Royaume-Uni ;

2.4 a pris note des informations communiquées par M. Franck Dumortier concernant **la demande d'adhésion soumise par le Costa-Rica** et l'évaluation de son système national de protection des données à la lumière de la Convention 108+ (document T-PD(2020)08) – ce pays étant le premier à demander à adhérer à la Convention après l'ouverture à la signature du Protocole d'amendement (STCE n°223) –, et a chargé le Bureau de finaliser le projet d'avis du Comité en vue de son adoption par procédure écrite ;

2.5 a pris note de la présentation faite par le Secrétariat sur l'état actuel des négociations concernant le projet de Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la **cybercriminalité** (STE n° 185) et des projets de dispositions récentes concernant la publication (liées aux enquêtes communes, à la divulgation accélérée en situation d'urgence et à la demande de confirmation d'enregistrement DNS) par le Comité de la Convention sur la cybercriminalité. Le Comité a appelé les Parties à la Convention 108 à contribuer aux discussions en contactant les délégations nationales qui conduisent les négociations et/ou en demandant de pouvoir participer au sous-groupe du Groupe de rédaction du Protocole qui se consacre à la question des garanties et sauvegardes, afin de veiller à la cohérence des régimes entre les deux conventions du Conseil de l'Europe (Convention de Budapest et Convention 108+). Il a chargé le Bureau de continuer de suivre de près les travaux liés à l'élaboration du

[1] 182 participants au total, 96 femmes et 86 hommes.

Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest et, lorsque qu'un projet de disposition concernant la protection des données sera disponible, de préparer la position du Comité ;

2.6 a pris note de la présentation faite par le Secrétariat du projet de Lignes directrices sur la **reconnaissance faciale** et a tenu un échange de vues, étant entendu qu'une version révisée du projet de Lignes directrices sera préparée afin de poursuivre la discussion lors de la réunion du Bureau qui aura lieu en décembre et de finaliser le projet en vue de le transmettre pour adoption par procédure écrite ;

2.7 a pris note du rapport intitulé « La protection des données personnelles des enfants dans les systèmes éducatifs : enjeux et solutions possibles » de Mme Jen Persson, a examiné le projet de Lignes directrices, a tenu un échange de vues avec l'experte sur les commentaires reçus et a adopté le texte révisé des Lignes directrices sur « **La protection des données personnelles des enfants dans un cadre éducatif** » ;

2.8 a pris note du rapport intitulé « Profilage et la Convention 108+ : Rapport sur l'évolution de la situation après l'adoption de la Recommandation(2010)13 sur le profilage » de MM. Yves Poullet et Benoit Frénay, a tenu un échange de vues avec les experts sur le projet de Recommandation sur le **profilage** et a invité les Délégations à formuler des commentaires d'ici le 11 décembre sur la version du projet de Recommandation qui sera révisée suite à la réunion Plénière, afin de permettre au Bureau de finaliser le projet qui sera ensuite soumis aux délégations pour approbation par procédure écrite, en vue de sa transmission au Comité des Ministres par le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) ;

2.9 a pris note de la présentation faite par M. Pat Walshe sur son rapport intitulé « **Identités numériques** », a tenu un échange de vues avec l'expert et a invité les délégations à adresser leurs commentaires d'ici le 4 décembre 2020, avant la finalisation du rapport par l'expert. Le Comité a chargé le Bureau de commencer à élaborer des orientations spécifiques éventuellement sous forme de lignes directrices relatives à la protection des données et à l'identité numérique ;

2.10 a pris note de la présentation faite par M. Colin Bennett sur son rapport « Le traitement des données à caractère personnel par et pour les **campagnes politiques** : application de la Convention 108 modernisée du Conseil de l'Europe », a tenu un échange de vues avec l'expert et a invité les délégations à faire part de leurs commentaires d'ici au 4 décembre 2020, avant la finalisation du rapport par l'expert. Le Comité charge le Bureau d'entamer la préparation d'orientations spécifiques, éventuellement sous la forme de Lignes directrices sur ce sujet important ;

2.11 a pris note des informations relatives à la **coopération avec d'autres organes** et entités **du Conseil de l'Europe**, notamment :

- le Comité directeur pour les **droits de l'enfant** (CDENF). Le Comité a pris note des informations fournies par Mme Eva Lievens, consultante pour le CDENF sur le « projet de déclaration sur la nécessité d'intensifier les efforts pour respecter et protéger la vie privée des enfants dans l'environnement numérique » élaboré conjointement par le CDENF et le Comité, a tenu un échange de vues sur le projet et les commentaires reçus, et a chargé le Bureau de finaliser le projet de déclaration en coordination avec le Bureau du CDENF en vue de le soumettre à la procédure écrite ;

- le Comité ad hoc sur l'**intelligence artificielle** (CAHAI), concernant la publication de son rapport d'étape, la préparation de l'étude de faisabilité et les travaux de son groupe Élaboration des politiques et de son Groupe de consultation et de sensibilisation, avant la prochaine réunion plénière du CAHAI (15-17 décembre) ;

- le Comité de la Convention sur la **manipulation des compétitions sportives** (Convention de Macolin), concernant l'utilisation des « Normes de protection des données » élaborées conjointement, dans différentes activités de renforcement des capacités, ainsi que le suivi des résultats de ces activités, à examiner également lors de la prochaine réunion plénière du Comité ;

- le Comité directeur sur **les médias et la société de l'information** (CDMSI), en particulier les travaux du Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG) et du Comité d'experts sur l'environnement et la réforme des médias (MSI-REF) ;

2.12 a pris note des informations fournies par le Secrétariat concernant la récente actualisation de la compilation de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ;

2.13 a pris note de la présentation du Secrétariat concernant l'aperçu des activités et des principaux développements dans le domaine de la protection des données, notamment la publication de la compilation contenant les mises à jour provenant des délégations, mais aussi les trois déclarations conjointes de la Présidente du Comité de la Convention 108 et du Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe : a) sur le droit à la protection des données dans le contexte de la pandémie de covid-19 (publiée le 30 mars 2020) ; b) sur le traçage numérique des contacts (publiée le 28 avril 2020), et c) « Mieux protéger les personnes dans un contexte de flux international de données : la nécessité d'une supervision démocratique et effective des services de renseignement » (publiée le 7 septembre), ainsi que la publication du premier rapport annuel sur la protection des données dans les Parties à la Convention 108, « Solutions numériques pour lutter contre la Covid-19 », et de la « Compilation des réponses au questionnaire sur les modèles de gouvernance des autorités de contrôle » ;

2.14 a pris note des informations fournies par les **observateurs**, en particulier par l'Assemblée mondiale pour la protection de la vie privée (GPA) sur sa session tenue à huis clos du 13 au 15 octobre 2020 par visioconférence, qui a décidé des suites à donner à la stratégie politique (faire progresser la protection de la vie privée à l'échelle mondiale à l'ère numérique, maximiser la voix et l'influence de la conférence, renforcer les capacités des membres), a mené des discussions détaillées sur la covid-19 et la protection des données, a adopté cinq résolutions (la résolution sur la technologie de la reconnaissance faciale, la « résolution sur le rôle de la protection des données personnelles dans l'aide internationale au développement, l'aide humanitaire internationale et la gestion de crise », la « résolution sur la responsabilisation dans le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle », la résolution sur les défis en matière de vie privée et de protection des données découlant de la pandémie de covid-19, ainsi que la « résolution sur les déclarations conjointes sur les questions internationales émergentes »), a élu de nouveaux membres au sein du comité exécutif et a confirmé l'organisation de la prochaine édition de la conférence en octobre 2021 à Mexico ;

2.15 a examiné trois demandes de **statut d'observateur** déposées auprès du Comité et, conformément à l'article 4bis de son Règlement intérieur, a accordé le statut d'observateur au Bureau du commissaire à la protection de la vie privée des Bermudes, à Open Net Association, Korea (ONK) et à Access Now ;

2.16 a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur le lancement de la troisième édition du **Prix Stefano Rodotà** et a invité les délégations à médiatiser l'appel à candidatures ;

2.17 a pris note de la présentation de Mme Eleni Kosta qui a fourni une mise à jour de la situation depuis l'adoption de l'Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes **d'échange interétatique et automatique** de données à des fins administratives et fiscales (document T-PD(2014)05), a tenu un échange de vues avec l'experte et a chargé le Bureau du suivi de ces travaux en vue de disposer d'un rapport d'experts mis à jour pour la prochaine réunion plénière ;

2.18 a pris note de la présentation du Secrétariat sur l'**interprétation des dispositions** demandée par une délégation, a eu un échange de vues sur la base du projet de document (T-PD(2020)06) et a décidé qu'une version révisée reflétant les commentaires formulés serait envoyée avant la réunion du Bureau, invitant les délégations à envoyer leurs nouveaux commentaires d'ici au 11 décembre en vue de la finalisation du document par le Bureau et de son adoption ultérieure par procédure écrite ;

2.19 a eu un échange de vues sur la possibilité de lancer les travaux concernant **une note d'orientation sur l'article 11** de la Convention 108+ et a chargé le Bureau de commencer à travailler sur la préparation de cette note d'orientation ;

2.20 a procédé à l'élection du Bureau et élu ou réélu : Mme Alessandra Pierucci (Italie), Présidente, Mme Tamar Kaldani (Géorgie), première Vice-présidente, Mme Awa Ndiaye (Sénégal), deuxième Vice-présidente et Mme Elsa Mein (Allemagne), M. Alan Khubaev (Fédération de Russie), Mme Caroline Gloor Scheidegger (Suisse) et M. Gonzalo Sosa Barreto (Uruguay), membres ;

2.21 a pris note des informations fournies par le Secrétariat concernant les **programmes de coopération** mis en œuvre dans le domaine de la protection des données ;

2.22 a pris note des informations fournies par le **Commissaire à la protection des données** sur son rapport d'activité 2018 – 2020 et a réitéré l'importance pour l'Organisation d'adopter une réglementation interne conforme à la Convention 108+ ;

2.23 a confirmé les dates des réunions plénières, qui se tiendront du 28 au 30 juin 2021 et du 17 au 19 novembre 2021, ainsi que des prochaines réunions du Bureau qui se tiendront du 16 au 18 décembre 2020, du 24 au 26 mars 2021, du 28 au 30 septembre 2021 et du 20 au 22 décembre 2021.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2019)RAP39Abr	Rapport abrégé de la 39ème Réunion plénière (Strasbourg, 19-21 novembre 2019)
T-PD(2019)50RAP	Rapport abrégé de la 50ème Réunion du Bureau (en ligne, 28-30 septembre 2020)
T-PD(2019)WP2020-2021	Programme de travail du Comité 2020-2021
T-PD(2017)RegI	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du Secrétariat
	Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information et de l'action contre la criminalité
	4. Modernisation de la Convention 108
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	• Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	• Protocole d'amendement
	5. État des signatures, ratifications et adhésions
Projet d'Avis Costa-Rica *publié le 16/11*	• Convention 108+ : état des signatures et ratifications • Convention 108 : état des signatures et ratifications Expert: Mr Franck Dumortier, Consultant senior, Cybersecurity-Law Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur le projet d'Avis.
	6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+
	Expert : Mme Cécile De Terwangne, CRIDS, Namur Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur la base de la dernière version des documents.

Mandat	Mandat du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
T-PD(2018)20rev6 *publié le 12/11*	Questionnaire sur le mécanisme d'évaluation
T-PD(2018)21rev6	Document sur le mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+ : processus et raisonnement
	7. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre
T-PD(2019)8FIN Avis sur le texte provisoire et le rapport explicatif du projet de deuxième protocole additionnel à la convention de Budapest sur la cybercriminalité (ETS 185) sur la divulgation directe des informations des abonnés et donnant effet aux ordonnances d'une autre partie pour la production accélérée de données	Expert : M. Gert Vermeulen, Professeur Titulaire de droit pénal (européen et international), Directeur, Département de Criminologie, Droit pénal et Droit social, Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP) (en anglais) Action requise : le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et le Secrétariat et décidera du suivi à donner, si nécessaire.
	T-PD(2019)03 Élaboration d'un 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité : Consultation des experts en protection des données - Questions à examiner T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques (uniquement en anglais) Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais) Messages clés de la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais) Vers un protocole à la Convention sur la cybercriminalité : consultations supplémentaires des parties prenantes *publié le 12/11*
	8. Reconnaissance faciale
T-PD(2020)3rev	Expert : Mme Sandra Azria, Avocat (à confirmer) Action requise : le Comité prendra note de la présentation du document par le Secrétariat et examinera le projet de Lignes directrices en vue de l'avancement du document.
	9. Protection des données des enfants dans un cadre éducatif
T-PD(2019)06BISrev4 T-PD(2019)06rev2	Expert : Mme Jen Persson, Directrice, " defenddigitalme "

T-PD(2019)-06Bisrev3Mos2 – Compilation of Comments *publié le 17/11*	Action requise : Le Comité enterrinera le rapport d'expert et examinera le projet de Lignes directrices en vue de permettre la finalisation et l'adoption du projet de texte.
	10. Actualisation de la Recommandation CM/Rec(2010)13 sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le contexte du profilage
Recommandation CM/Rec(2010)13 T-PD(2019)07rev *publié le 05/11* T-PD(2019)07BISrev3 *publié le 23/10* T-PD(2019)-07Bisrev2Mos2 – Profiling – Compilation of Comments *publié le 17/11*	Experts : M. Yves Poullet, Recteur honoraire de l'Université de Namur, ancien directeur du Centre de recherche informatique et droit (CRIDS) et M. Benoit Frénay, Chargé de cours à la faculté d'informatique, CRIDS **Action requise :** Le Comité enterrinera le rapport d'experts et examinera le projet révisé de Recommandation, dans le but de permettre sa finalisation et approbation, en vue de sa transmission au Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
	11. Identité numérique
T-PD(2020)4rev	Expert : M**.** Pat Walshe, directeur de Privacy Matters Action requise : Le Comité prendra note du rapport et tiendra un échange de vues avec l'expert, afin de permettre la finalisation de son rapport et décider du suivi nécessaire.
	12. Traitement des données à caractère personnel par et pour les organisations chargées des campagnes politiques
T-PD(2020)2rev	Expert : M. Colin Bennett, professeur, Département des sciences politiques, Université de Victoria Action requise : Le Comité prendra note du rapport et tiendra un échange de vues avec l'expert, afin de permettre la finalisation de son rapport et décider du suivi nécessaire.
	13. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
CDENF(2020)28 - compilation of comments *publié le 16/11*	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et examinera le projet de déclaration conjointement préparé avec le CDENF en vue de sa possible approbation.
Projet de texte de la Déclaration sur les droits de l'enfant dans l'environnement numérique Compilation des commentaires *publié le 16/11*	• CAHAI • Comité pour les droits de l'enfant (CDENF) • Convention de Macolin • Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

	14. Jurisprudence
Compilation de la CEDH *publié le 12/11* Cour de justice de l'Union européenne Cour inter-américaine des droits de l'Homme (uniquement en anglais et espagnol)	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	15. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données
T-PD(2018)24rev2 *publié le 10/11* T-PD(2020)Mos - Information sur les développements recents intervenus dans le domaine de la protection des données *publié le 18/11*	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et les délégations. Rapport 2020 Protection des données 2020 : « Solutions numériques pour lutter contre la Covid-19 » Déclarations conjointes Déclaration conjointe sur le droit à la protection de données dans le contexte de la pandémie à COVID-19 par Alessandra Pierucci, Présidente du Comité de la Convention 108 et Jean-Philippe Walter, Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe Déclaration conjointe sur le suivi numérique des contacts par Alessandra Pierucci, Présidente du Comité de la Convention 108 et Jean-Philippe Walter, Commissaire à la Protection des données du Conseil de l'Europe "Mieux protéger les personnes dans un contextede flux international de données: La nécessité d'une supervision démocratique et effective des services de renseignement"Déclaration conjointe parAlessandra Pierucci, Présidente du Comité de laConvention 108etJean-Philippe Walter,Commissaire à la protection des donnéesduConseil de l'Europe Modèles de gouvernance des autorités de protection des données
	16. Observateurs
Liste des observateurs Observateurs – État des lieux et critères d'admission T-PD(2020)09 *nouveau : publié le 10/11*	Action requise : Le Comité se prononcera sur les demandes reçues et prendra note des informations fournies par les observateurs.

	17. Le Prix Stefano Rodotà
Règlement du concours 2021	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat concernant les éditions 2020 et 2021 du Prix.
	18. Échange de données automatique
T-PD(2014)05 Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales	Expert : Eleni Kosta, Professeur de Droit technologique et des Droits de l'Homme, Institut de Droit, de Technologie et de Société de Tilburg (TILT), Université de Tilburg Action requise : le Comité prendra note de la présentation de l'expert et tiendra un échange de vues sur le sujet.
	19. Interprétation des dispositions
T-PD(2020)06 *publié le 03/11*	Action requise : Le Comité traitera des orientations à fournir pour l'interprétation des dispositions de la Convention 108+, comme demandé par une délégation lors de la 39ème séance Plénière. Le Comité décidera de l'opportunité d'entamer des travaux sur l'interprétation de l'article 11 de la Convention 108+, soutenus par son Bureau.
	20. Élections
T-PD(2020)05 Mémorandum concernant les élections	Action requise: Le Comité procédera aux élections
	21. Projets de coopération
T-PD(2020)07 *publié le 03/11*	Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat
	22. Commissaire à la protection des données
Rapport d'activité DPCOM Rapport 2018-2020 *publié le 02/11*	Le Comité prendra note des informations fournies par le Commissaire.

	23. Prochaines réunions
	Action requise: Le Comité prendra note des dates des prochaines réunions.
	Date de la prochaine réunion en 2020 <u>Date de la réunion du Bureau:</u> • 51ème réunion du Bureau (16-18 décembre, en ligne) Dates des prochaines réunions en 2021 <u>Dates des réunions du Bureau:</u> 52ème Réunion du Bureau: 24-26 mars 2021 53ème Réunion du Bureau: 28-30 septembre 2021 54ème Réunion du Bureau: 20-22 décembre 2021 <u>Dates des Réunions plénières:</u> 41ème Réunion Plénière: 28-30 juin 2021 42ème Réunion Plénière: 17-19 novembre 2021
	24. Questions diverses

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE
Eldor Budo, Head of Sector, International Relations & Projects, Department of Communication and International Relations, Information and Data Protection Commissioner (IDP)

Besnik Dervishi, Commissioner, Information and Data Protection Commissioner (IDP)

Pjerina Gaxha, Director of the Directorate of Personal Data Protection, Information and Data Protection Commissioner (IDP)

ANDORRA / ANDORRE
Joan Crespo, Head of the Data Protection Agency

ARGENTINA / ARGENTINE
Eduardo Andrés Bertoni, Directeur de l'Agence d'Accès à l'Information Publique (AAIP)

Eduardo Cimato, Director of the National Directorate of Personal Data Protection, Access to Public Information Agency (AAIP)

Juan Agustin Otero, Legal advisor, Access to Public Information Agency (AAIP)

Agustina Sirvén, Legal advisor, Access to Public Information Agency (AAIP)

ARMENIA / ARMENIE
Gevorg Hayrapetyan, Head of the Personal Data Protection Agency, RA Ministry of Justice

AUSTRIA / AUTRICHE
Michael Adelmann, Lawyer, Austrian Data Protection Authority

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN
Khayala Babayeva, Chief adviser of Personal Data Department of the Cyber Security Service, Ministry of Transport, Communications and High Technologies of the Republic of Azerbaijan ((MTCHT)
Kamal Mammadov, Head of Science and Technology Sector, Innovation and Digital Development Department Ministry of Transport, Communications and High Technologies (MTCHT)
Nargiz Pashayeva, Senior Adviser, Division on administrative and military normative acts of General Department of Legislation, Ministry of Justice

BELGIUM / BELGIQUE
Damien Moreau, Attaché, SPF Justice

Olivier Sacalis, Attaché juriste, Service Privacy & Egalité des chances, DG Législation, Libertés et Droits fondamentaux, SPF Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZÉGOVINE
Samira Čampara, Assistant director, Personal Data Protection Agency in Bosnia and Herzegovina

CABO VERDE / CAP VERT
Faustino Monteiro, Président, Commission de protection des données

Jose Pina, Commission de protection des données

CROATIA / CROATIE
Nikolina Novaković, Senior Associate in the Department for International Cooperation, European and Legal Affairs, Personal Data Protection Agency

Zdravko Vukić, Director, Personal Data Protection Agency

CYPRUS / CHYPRE
Maria Michaelidou, Office of the Commissioner for Personal Data Protection

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Jiří Maštalka, Lawyer, Office for Personal Data Protection

DENMARK / DANEMARK
Astrid Ivens de Carvalho, Head of section, Master of laws, Data Protection Agency

ESTONIA / ESTONIE
Maarja Kirss, Co-operation Adviser, Estonian Data Protection Inspectorate

FINLAND / FINLANDE
Virpi Koivu, Senior Specialist, Department for Democrary and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice

FRANCE
Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales (CNIL)

Vincent Filhol, Chargé de mission pour les affaires civiles et pénales internationales auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Pascale Serrier, Pole Education au numérique, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), Digital Education – Coordinateur du groupe international du GPA en éducation au numérique (DEWG) Digital Education Working Group

GEORGIA / GÉORGIE
Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente)

Londa Toloraia, State Inspector of Georgia, State Inspector’s Service

Tamar Zubashvili, Head of International Relations, Analytics and Strategic Development Department, State Inspector’s Service

GERMANY / ALLEMAGNE
Elsa Mein, Desk Officer, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Building and Community

Stefan Niederer, Senior Data Protection Officer, Division 14 – European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information

Lisa Rosenbaum, Senior Legal Advisor, Division 14 – European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information

GREECE / GRÈCE
Vagelis Papakonstantinou, Lawyer, Ministry of Justice of Greece

IRELAND / IRLANDE
Kenneth Maher, Assistant Principal Officer, Department of Justice, Civil Justice and Equality Legislation
Regulation and Reform

ITALY / ITALIE
Alessandra Pierucci, (Chair / Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LATVIA / LETTONIE
Lasma Dilba, Deputy Head, The Data State Inspectorate (DSI)

LIECHTENSTEIN
Julia Stuetz, Legal Officer, Data Protection Authority, Städtle 38, FL-9490 Vaduz

LITHUANIA / LITUANIE
Danguolė Morkūnienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate

LUXEMBOURG
Pia Betz, Juriste, Service des médias et des communications, Ministère d'Etat

Tatiana Isnard, Juriste, Protection des données, Service des médias et des communications, Ministère d'État

Gérard Lommel (second Vice-Chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'État

MALTA / MALTE
Ingrid Camilleri, B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner

Isabelle Camilleri, Information and Data Protection Analyst, Strategy and Support, Ministry of Justice, Equality and Governance

MAURITIUS / MAURICE
Druheisha Madhub, Data Protection Commissioner, Data Protection Office, 5th Floor, SICOM Tower,
Wall Street, Ebène

MEXICO / MEXIQUE
Javier González Gómez, Director General for International Affairs, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Laura Sofía Gómez Madrigal, Director of Personal Data Security for the Private Sector, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Francisco Javier Acuña Llamas, President Commissioner, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Maria Rojo, Interpreter, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Josefina Román Vergara, Commissioner, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

MONACO
Corinne Laforest de Minotty, Chargée de missions auprès du Conseiller de gouvernement, Département des relations extérieures et de la coopération, Ministère d'État

Florence Dubosc, Juriste, Commission de contrôle des informations nominatives (CCIN)

MOROCCO / MAROC
Brahim Bouabid, Membre de la Commission, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Omar Seghrouchni, Président, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Fatima Zahrae Lebied, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD
Igor Kuzevski, Deputy Director, Personal Data Protection Agency

NORWAY / NORVÈGE
Inga Helene Gundersen, Ministry of Justice and Public Security

POLAND / POLOGNE
Urszula Góral, Director, International Cooperation and Education Department, Personal Data Protection Office (UODO)

Iwona Piórkowska-Kapica; International Relations and Education Department, Personal Data Protection Office (UODO)

PORTUGAL
João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
Angela Colomiicenco - Head of Legal Division, National Center for Personal Data Protection

Victoria Muntean - Deputy Director, National Center for Personal Data Protection

Eduard Răducan, Director, National Center for Personal Data Protection of Moldova

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Aisalu Badyagina, Head of Division for Regulation in the Sphere of Data Processing, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Margarita Belyakova, Counsellor, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Andrey Donchenko, Deputy head of the Department for cooperation with foreign countries, Department for international cooperation, Ministry of Telecom and Mass Communications

Olga Emuranova, Assistant, Department for the protection of the rights of personal data subjects of Roskomnadzor

Alfiya Gafurova, Head of Department for Legal and Methodological Support, Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology, and Mass Media, Roskomnadzor

Alan Khubaev, Consultant, Division for Regulation in the Sphere of Data Processing, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Yuri Kontemirov, Head of the Office for the protection of the rights of subjects of personal data, Roskomnadzor

Konstantin Kosorukov, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

Amir Saryglar, Chief specialist-expert, Department of cooperation with foreign States, Department of international cooperation, Ministry of Telecom and Mass Communications

Elena Sukhanova– 2nd Secretary, Department of European Cooperation, Ministry of Foreign Affairs

Anastasia Toropova, Third Secretary, Law Department, Ministry of Foreign Affairs

Milosh Wagner, Deputy Head, Roskomnadzor

Maria Yukhno, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

Olga Zinchenko, Third Secretary, Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO / SAINT MARIN
Nicola Fabiano, President of the San Marino Data Protection Authority

SENEGAL / SÉNÉGAL
Awa Ndiaye, Présidente, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Mamoudou Niane, Secrétaire Permanent, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Dieguy Diop, Chef du Bureau de la Coopération, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Mohamed Diop, Chef de la Division Conformité, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Adama Sow, Directeur de la Communication et des relations publiques, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

Aminata Voyel, Directeur de la Technologie, de l'Innovation et du Contrôle, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

SERBIA / SERBIE
Gordana Mohorović, Advisor to the Commissioner, Office of the Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

Nevena Ružić, Program Coordinator, Open Society Foundation, Serbia

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
Petra Lašová, Department of Legal Services, Office for Personal Data Protection

Angela Sobolčiaková, Department of Legal Services, The Office for Personal Data Protection of the Slovak

SLOVENIA / SLOVÉNIE
Tina Ivanc, Data Protection Advisor, Office of the Information Commissioner

SPAIN / ESPAGNE
Pablo Manuel Mateos Gascueña, Data Protection Sub-inspector, International Division, Spanish Agency of Data Protection

SWEDEN / SUÈDE
Petra Forslid, Senior Adviser, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE
Caroline Gloor Scheidegger, Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS
Anne Halbertsma-Wallemacq , Ministry of Justice and Security, Directorate of Legislation and Legal Affairs, Constitutional and Administrative Law Sector (SBR)

Floris Kreiken, Constitutional Affairs and Legislation Department, Ministry of Interior Affairs

TUNISIA / TUNISIE
Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles

TURKEY / TURQUIE
Lebriz Aytek, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe

Meryem Tatlier Baş, Personal Data Protection Expert, Personal Data Protection Authority

Zeliha İnce, Rapporteur Judge, Ministry of Justice

Abdullah Ömeroğlu, Rapporteur Judge, Ministry of Justice

Demet Arslaner Keklikkıran, Head of Unit, Personal Data Protection Authority

UKRAINE
Viktor Barvitskiy, Representative of the Commissioner for the Right to Information and Representation, Constitutional Court

Inna Bernaziuk, Representative of the Commissioner for the Protection of Personal Data

Olena Gunko, Department of Personal Data Protection, , Office of the Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights

Yaroslav Voronezhskyi, Department of Personal Data Protection, Office of the Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights

UNITED KINGDOM AND THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES / ROYAUME-UNI ET TERRITOIRES BRITANNIQUES D'OUTRE MER

Jeffrey Amisi, Senior Data Policy Adviser, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Blandine Cassou-Mounat, Senior Policy Officer, International Engagement, Information Commissioner's Office

Sahar Eljack, Policy Advisor, International Data Free Flows and Trade, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Rory Munroe, Information Commissioner's Office

Rebecca Stewart, International Data Free Flows and Trade, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Bradley Tosso, Assistant Information Commissioner, Gibraltar Regulatory Authority, the British Overseas Territory of Gibraltar

URUGUAY

Gonzalo Sosa Barreto, the Executive Council of the URCDP , AGESIC, Liniers 1324 piso 4º, Montevideo

Lylian Massarino, the Executive Council of the URCDP, AGESIC, Liniers 1324 piso 4º, Montevideo

OBSERVERS / OBSERVATEURS

ABU DHABI GLOBAL MARKET (ADGM) REGISTRATION AUTHORITY / AUTORITÉ D'ENREGISTREMENT DU MARCHÉ MONDIAL D'ABOU DHABI (ADGM)

Sami Mohammed, Acting Director, Office of Data Protection

AUSTRALIAN PRIVACY FOUNDATION / FONDATION AUSTRALIENNE POUR LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Graham Greenleaf, Board member

BURKINA FASO - COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CIL)

Marguerite Ouedraogo Bonane, Présidente

Nion Sanou Edith Rolande, Secrétaire générale

Yameogo Kouliga Désiré, Chef du Service contentieux

Ido Niessi Philadine, Directrice des Affaires juridiques et du contentieux

CANADA
Vance Lockton, Senior Policy and Research Analyst, Office of the Privacy Commissioner

CHILEAN TRANSPARENCY COUNCIL / CONSEIL DE LA TRANSPARENCE DU CHILI
Juan Eduardo Baeza, Analyst

Gloria de la Fuente, President

Valentina Hernández, Analyst

Fernando Garcia-Naddaf, Chief of International Affairs

Rodrigo Mora, Chief of Cabinet of the Presidency

Pablo Trigo, Analyst

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE
Manuel García Sánchez, Policy Officer, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

Ralf Sauer, Deputy Head of Unit, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)
Maryse Artiguelong, Déléguée

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)
Olivier Matter, Legal & Policy Officer

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA)
Elise LASSUS, Just, Digital and Secure Societies, Research & Data Unit

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPÉEN
Michaël Vanfleteren, Administrator, LIBE Committee

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)
Marine Revel, Chargée de mission, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715, 75334 Paris cedex 07

GABON
Joel Dominique Ledaga, Président, Chef de délégation, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

Euloge Nzambi, Questeur, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

Steeve Singault Ndiga, Commissaire, Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP)

INTERNATIONAL COMMERCE CHAMBER / CHAMBRE DU COMMERCE INTERNATIONALE
Charly Gordon, Deputy Director, Innovation for All

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC)
Maria Elena Ciccolini, DPO for Europe and Central Asia

Massimo Marelli, Head of Data Protection Office

INTERNET SOCIETY (ISOC)
Robin Wilton, Director - Internet Trust

ISRAEL / ISRAËL
Eyal Zandberg, Senior Director of Constitutional Law, Office of Legal Counsel and Legislative Affairs, Ministry of Justice

JAPAN / JAPON
Fukiko Fujiki, Section Chief, Personal Information Protection Commission

Hideaki Kojima, Chargé de Mission, Consulate General of Japan in Strasbourg, The Office of the Permanent Observer of Japan to the Council of Europe

REPUBLIC OF KOREA / RÉPUBLIQUE DE CORÉE
Euna Choi, Deputy General Researcher, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Yunah Kang, International Relations Officer, International Cooperation Division, Personal Information Protection Commission (PIPC)

Hyunik Kim, Deputy Director, International Cooperation Division, Personal Information Protection Commission (PIPC)

Heajin Lee, Deputy General Researcher, Korea Internet & Security Agency (KISA)
Jaesuk Yun Manager, Korea Internet & Security Agency (KISA)

PRIVACY INTERNATIONAL
Tomaso Falchetta, Global Policy Lead

Tom Fisher, Senior Research Officer
Nuno Guerreiro De Sousa, Technologist

Laura Lazaro Cabera, Legal Officer

Lucy Purdon, Acting Policy Director

THE PHILIPPINES / LES PHILIPPINES
Raymund E. Liboro, Privacy Commissioner, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Erlaine Vanessa D. Lumanog, Attorney IV, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Anna Benjieline R. Puzon, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Ma. Frances Aira DG. Sy, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

SÃO TOMÉ AND PRÍNCIPE NATIONAL AGENCY OF PROTECTION OF PERSONAL DATA (ANPDP) / AGENCE NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE (ANPDP)

José Manuel Costa Alegre, Président

Kylsa Trovoada Boa Morte, Technicien des services d'information et des relations internationales

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNÉES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jean-Philippe Walter, Council of Europe, Strasbourg, France

EXPERTS

Colin Bennett, Department of Political Science, University of Victoria, B.C. Canada

Cécile de Terwangne, Professor Law Faculty, CRIDS Research Director, Namur University (FUNDP), Belgium

Mr Franck Dumortier, Researcher, Cyber and Data Security Lab, Law, Science, Technology & Society (LSTS) Center, Vrije Universiteit Brussel (VUB)

Benoit Frenay, CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société)

Eleni Kosta, Professor of Technology Law and Human Rights, Tilburg Institute for Law, Technology, and Society (TILT), Tilburg University

Jen Persson, Director, defenddigitalme

Yves Poullet, Recteur honoraire de l'université de Namur, Professeur honoraire à la faculté de droit Professeur associé à l'Université Catholique de Lille, Membre de l'Académie Royale de Belgique, Université de Namur, Rue de

Pat Walshe, Director, Privacy Matters

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT / ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme

Matthieu Birker, Adviser / Conseiller

Council of Europe data protection officer / Déléguée à la protection de données du Conseil de l'Europe

Ekaterina Bykhovskaya

Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I)

Directorate - Information Society and Action against Crime /
Direction - société de l'information et lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant

Eyup Kun, Trainee / Stagiaire

Committee of Experts on the Evaluation of Anti-Money Laundering Measures and the Financing of Terrorism (MONEYVAL) / Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Ani Melkonyan, Administrator, Typologies and Conference of the Parties to CETS no198 Unit

European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Le Comité européen de coopération juridique

Sophio Gelashvili, Head of Unit & Co-Secretary

Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocracie (DG II)

Education Department / Service de l'Éducation

Ahmet Murat Kilic, Administrator, Administrateur

Children's Rights Division / Division des droits des enfants
Steering Committee for the Rights of the Child / Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)

Livia Stoica, Secretary

Eva Lievens, Independent consultant to the Steering Committee for the Rights of the Child on data protection and children's rights

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Gillian Wakenhut
Amanda Beddows

ANNEXE III

Éléments clés de la Communication de Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - Action contre la criminalité, DGI

Il est regrettable que le CdE ne puisse pas accueillir physiquement à Strasbourg la 40e réunion plénière du Comité, qui fait suite à la 50e réunion du Bureau, également organisée en ligne fin septembre. L'intention du Secrétariat de célébrer avec le Comité ces deux étapes clés, une 50e et une 40e édition, a malheureusement dû être ajustée.

La dernière session plénière du Comité s'est tenue il y a un an, et que dans les circonstances difficiles actuelles, une seule réunion plénière cette année, au lieu des deux prévues, n'est certainement pas idéale, d'autant plus que la seule possibilité de tenir cette réunion plénière est par téléconférence. Le Secrétariat est extrêmement reconnaissant à tous les participants pour leur engagement et leur disponibilité à être sur appel, avec différents fuseaux horaires, et à contribuer aux travaux du Comité.

En relation avec le 70e anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme célébré à Athènes le 4 novembre 2020 et à la lumière des situations difficiles auxquelles les États membres sont confrontés, les ministres des affaires étrangères des 47 États membres de l'Organisation ont réitéré leur engagement en faveur de l'unité de l'Europe et d'une solidarité plus forte entre ses nations en s'engageant profondément à défendre, mettre en œuvre et renforcer les valeurs, les principes et les droits consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme.

Le Conseil de l'Europe a publié diverses orientations en rapport avec la crise mondiale provoquée par la covid-19 :

- en avril 2020, le Secrétaire général a publié une boîte à outils pour les États membres intitulée "Respecter la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19"

- le rapport complémentaire du Secrétaire Général "Contribution du Conseil de l'Europe pour aider les Etats membres à faire face aux problèmes de santé dans le contexte de la crise actuelle de la santé publique et au-delà", qui appelle les Etats membres à travailler ensemble pour tirer les leçons de la crise sanitaire, a été publié en septembre 2020. La protection de la vie privée et des données personnelles y occupe une place importante.

Afin d'aider les Parties à la Convention 108 à aborder les questions de protection de la vie privée et des données lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures en vue de la lutte contre la pandémie de covid-19, deux déclarations communes ont été publiées par la Présidente du Comité de la Convention 108 et le Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe :

- une sur le droit à la protection des données dans le cadre de la pandémie covid-19 (publiée le 30 mars 2020)
- une sur la recherche numérique des contacts (publiée le 28 avril 2020)

Ces déclarations rappellent que les principes généraux et les règles de protection des données sont pleinement compatibles et conciliables avec d'autres droits fondamentaux et intérêts publics pertinents, tels que la santé publique. Il est important que, dans nos efforts pour endiguer la pandémie causée par la covid-19, nous ne laissions pas détruite le tissu même de notre société. Il est essentiel de veiller à ce que les cadres de protection des données continuent à protéger les individus, encore plus en temps de crise. En outre, il convient de souligner qu'ils prévoient que les mesures extraordinaires prises pour protéger la santé publique doivent être assorties des garanties nécessaires en matière de protection de la vie privée et des données personnelles.

Une troisième déclaration commune a également été publiée en relation avec l'arrêt "Schrems II" de la CJUE, qui a invalidé l'accord "Privacy Shield" entre l'UE et les États-Unis sur les transferts de données. Le Conseil de l'Europe suit avec grand intérêt les discussions autour d'un éventuel engagement significatif du gouvernement des États-Unis sur Schrems II, qui pourrait inclure la reconnaissance du droit à la vie privée comme un droit humain fondamental et l'adoption d'un projet de loi fédéral sur la vie privée. Ces discussions sont également largement dirigées et soutenues par les hauts représentants des entreprises avec lesquelles le CdE a conclu un partenariat stratégique en novembre 2017.

La présidente et le commissaire à la protection des données ont pris des positions importantes à ces trois occasions, en temps opportun et dans l'intérêt de la communauté de la protection des données. Nous espérons que la dernière déclaration commune sur les flux transfrontaliers de données conduira à de nouvelles réflexions sur le rôle de la Convention.

Le rapport intitulé "Solutions numériques pour lutter contre la covid-19" a été publié le 12 octobre 2020. Il traite de la question du traitement des données à caractère personnel dans les 55 États parties à la Convention 108 en relation avec la crise provoquée par la covid-19. Le rapport présente les pratiques louables qui ont été suivies par les Parties (comme l'utilisation de l'évaluation de l'impact sur la vie privée et des principes de respect de la vie privée dès la conception dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions numériques pour soutenir les mesures de santé publique) et celles qui devaient être améliorées (par exemple l'utilisation obligatoire de l'application de recherche des contacts pour toute la population ou les mesures prises en cas d'état d'urgence sans limite de temps).

Un webinaire sur "L'établissement de normes mondiales démocratiques pour les agences de renseignement : la voie à suivre" organisé conjointement par la députée européenne Sophie in 't Veld et l'unité de protection des données la semaine dernière pourrait servir d'inspiration pour une éventuelle note d'orientation sur l'article 11 que le Comité pourrait élaborer.

Un autre événement important a débuté la semaine dernière : le FGI (Forum sur la gouvernance de l'Internet) auquel le Conseil de l'Europe a - comme chaque année - contribué de manière significative, sur un large éventail de sujets (protection des données, intelligence artificielle, anti-discrimination, éducation aux médias, liberté d'expression et discours de haine). Un atelier co-organisé par l'Unité de protection des données avec l'ISOC France, la China Internet Development Foundation et la CyberSecurity Association of China sur la protection des données personnelles et de la vie privée dans la prévention et le contrôle de la covid-19 a présenté des exemples de différentes régions du monde sur la protection des données personnelles et de la vie privée en relation avec les mesures prises pour freiner la crise pandémique mondiale.

Les efforts des États parties pour ratifier le protocole d'amendement doivent être salués et les États parties qui ont signé mais pas encore ratifié doivent être encouragés à poursuivre le processus de ratification ainsi que ceux qui n'ont ni signé ni ratifié à engager sans délai leur processus national conformément à la décision adoptée lors de la session ministérielle d'Elseneur des 18-19 mai 2018 sur la nécessité d'une adhésion rapide à la Convention 108 modernisée (des détails précis seront fournis par le Secrétariat au point 4 de l'ordre du jour) . Le Comité des Ministres suit également de près le processus de signature et de ratification par l'intermédiaire de son Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) et demande deux fois par an des informations aux États parties et les invite à signer et à ratifier rapidement ; le GR-J fera à nouveau un tour de table sur ce sujet la semaine prochaine.

Le 1er décembre 2020, la Convention de Tromsø sur l'accès aux documents publics (STCE 205) entrera en vigueur dans dix États membres du Conseil de l'Europe (Bosnie-Herzégovine, Estonie, Finlande, Hongrie, Lituanie, Monténégro, Norvège, Moldova, Suède et Ukraine). Dans de nombreuses juridictions, l'accès à l'information et la protection des données sont confiés à une même autorité compétente, ce qui est le cas de plusieurs des pays participant aux travaux du Comité, et nous considérons donc que cette information présente un intérêt particulier pour certains d'entre vous. Une

première réunion des Parties à la Convention sera organisée une fois que la Convention sera entrée en vigueur, et des synergies avec le Comité de la Convention 108 seront recherchées et encouragées.

Le Comité sur la cybercriminalité (T-CY) a publié la semaine dernière un projet de dispositions pour le deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest. Il est ouvert à la consultation publique sur les thèmes suivants : équipes communes d'enquête et enquêtes conjointes, divulgation accélérée de données informatiques stockées en cas d'urgence, demande de renseignements sur l'enregistrement de noms de domaine. D'autres consultations sont envisagées dès qu'un projet de protocole complet sera disponible, c'est-à-dire en principe en février/mars 2021. Le Comité de la Convention 108 sera étroitement consulté sur les sujets liés à la vie privée et à la protection des données personnelles. On espère que le deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest sera adopté et ouvert à la signature en 2021.

Le CAHAI a progressé sur les aspects de fond de son mandat, avec une réunion plénière tenue avant l'été et la mise en place de divers groupes de travail (PDG - Groupe d'élaboration des politiques et COG - Groupe de consultation et de sensibilisation) qui se sont réunis en octobre et en novembre 2020. Le PDG a produit une première version de l'étude de faisabilité qui sera discutée lors de la prochaine plénière du CAHAI (15-17 décembre 2020) et le COG a effectué un premier examen des parties prenantes à consulter et des outils de consultation possibles.

Une conférence organisée par la présidence allemande du Comité des Ministres (qui commence aujourd'hui alors que la présidence grecque se termine) se tiendra également le 20 janvier 2021 (date à confirmer) afin d'aborder, avec toutes les parties prenantes, la question du champ d'application et du contenu d'un règlement sur l'AI. Votre comité sera invité à participer à cet événement.